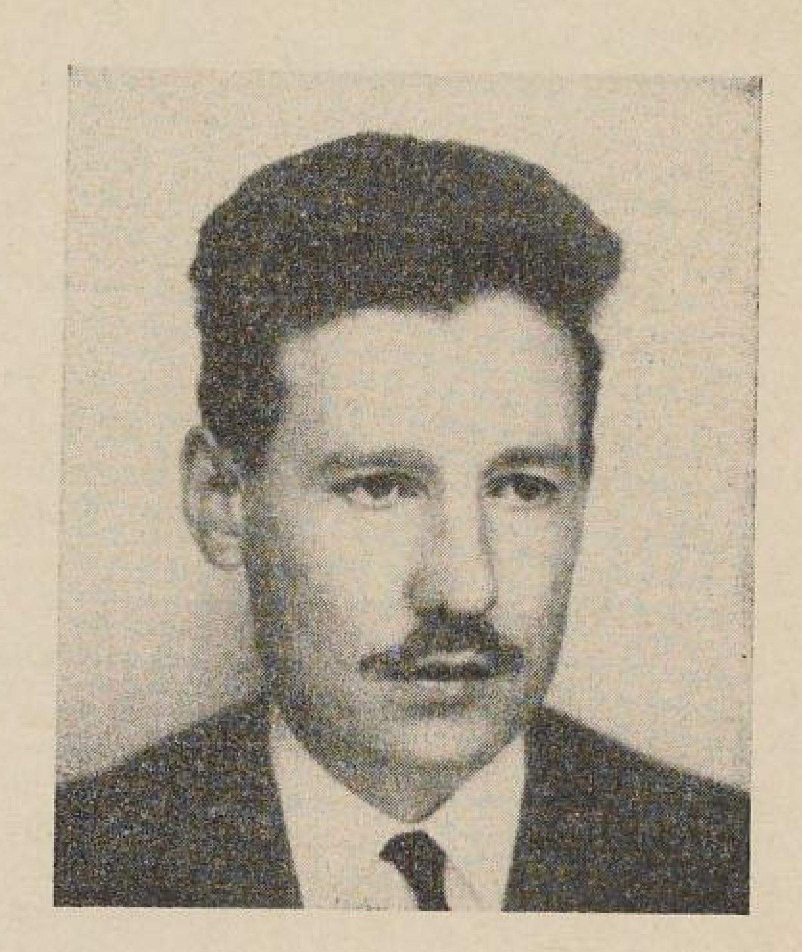
Candidat de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

Jean-Pierre PECHENART



Le gaullisme a fait faillite, après dix ans de pouvoir absolu, parce qu'il est **le contraire de la démocratie :**

— **Le contraire de la démocratie politique,** par son refus systématique de tout dialogue et l'asservissement de l'information radio-télévisée.

— **Le contraire de la démocratie économique,** par la répartition injuste du produit de l'effort national. De tous les pays d'Europe occidentale, la France est celui où les inégalités sociales sont les plus accusées : les 10 % les plus riches de la population active gagnent 73,6 fois plus que les 10 % les plus pauvres (chiffres de 1962 extraits du dernier rapport de la Commission économique pour l'Europe de l'O. N. U.).

Les pauvres les plus pauvres sont, de très loin, ceux que l'on trouve en France, puisque la part des derniers 10 % n'atteint que 0,5 % du revenu national. Voilà bien là un scandale dont le gaullisme porte la responsaiblité, puisqu'en 1956, les 10 % les plus riches de la population gagnaient seulement 48,5 fois plus que les 10 % les plus pauvres.

— **Le contraire de la démocratie internationale,** par une politique nationaliste de faux prestige, conduisant la construction de l'Europe dans l'impasse, aboutissant à l'absence de la France dans les négociations sur le désarmement, au refus de signer le traité de Moscou sur l'interdiction des essais nucléaires, et à la construction d'une force de frappe illusoire et ruineuse.

Face à ce constat de faillite, dont il conviendra d'établir un bilan chiffré, la F. G. D. S. propose, **dans la paix civile,** les réformes suivantes :

I. - UN PLAN DEMOCRATIQUEMENT ELABORE

Par le renforcement de la représentation des organisations syndicales.

— Dans le secteur industriel, la F. G. D. S. entend donner progressivement à la collectivité les éléments essentiels du pouvoir de décision économique, en pratiquant une politique de développement et de transformation des structures, notamment par :

La création d'une banque nationale d'investissement en vue d'assurer le plein emploi ;

L'extension des nationalisations aux banques, assurances, armement, constructions aéronautiques ;

Le contrôle de la sidérurgie, des laboratoires pharmaceutiques, des industries de l'atome et de l'informatique ;

L'instauration d'une législation antitrust.

— **Dans le secteur social, l'amélioration des conditions de vie, en particulier :**

La fixation immédiate à 600 F du salaire minimum pour 40 heures ;

Le relèvement du pouvoir d'achat des personnes âgées et invalides ;

L'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale ;

La création d'un Service National de l'Emploi ;

L'émancipation de la femme par l'élimination des inégalités et restrictions touchant à sa condition dans le travail, le mariage et la maternité ;

L'affirmation du droit au logement comme un droit fondamental du citoyen, ce qui implique une production annuelle de 600.000 logements, dont 350.000 logements sociaux, ainsi qu'une action déterminante contre la spéculation foncière par la maîtrise des sols.

— Dans le secteur fiscal, une recherche de la justice par :

L'abrogation des privilèges octroyés par le régime gaulliste ;

La taxation de toutes les plus-values en capital ;

La lutte contre la fraude fiscale et la publication des revenus ;

L'exonération des revenus inférieurs à 6.000 F.

II - DES HOMMES RESPONSABLES

— Dans l'entreprise, la F. G. D. S. propose dans l'immédiat :

La reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise, avec tous les droits qui en découlent ;

L'extension des attributions des Comités d'Entreprise, avec l'accès à toutes les informations concernant la gestion et le financement de l'entreprise.

— Sur le plan culturel, la démocratie à l'école et à l'université implique leur ouverture à toutes les catégorie sociales, un nouveau mode de gestion et le respect du principe de la laïcité.

Une politique de la jeunesse devra laisser assumer aux jeunes et à leurs mouvements des responsabilités réelles, en particulier par l'abaissement de la majorité civile et civique à 18 ans. La durée du service militaire devra être sensiblement réduite.

Le droit à une information objective est le corollaire du droit à l'enseignement. L.O. R. T. F. devra disposer d'un statut garantissant son indépendance à l'exclusion de toute recette publicitaire.

La F. G. D. S. proclame le droit à la culture ; elle s'engage à affecter environ le quart du budget aux dépenses d'éducation, de recherche et de culture.

III - UNE POLITIQUE DE PAIX ET DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Notre conception rejette la politique étroitement nationaliste du gaullisme, comme contraire à la tradition internationale du mouvement ouvrier.

La forme privilégiée de notre action demeure l'unité européenne, seule formule qui concilie les chances de la démocratie socialiste avec l'indépendance politique dans la solidarité économique.

Nous préconisons la construction progressive d'un pouvoir politique européen, démocratiquement contrôlé par une assemblée élue au suffrage universel direct, comme il est prévu dans le traité de Rome.

Les institutions européennes seront ouvertes aux pays démocratiques qui ont exprimé la volonté d'y adhérer, tels que la Grande-Bretagne et les pays scandinaves.

Cette communauté européenne recherchera une large coopération économique avec les pays de l'Est, en vue de favoriser la coexistence pacifique.

La coopération avec le Tiers-Monde sera l'un des grands axes de l'action internationale de la gauche. Elle s'efforcera en priorité de maintenir les cours des produits de base, afin d'éviter que l'écart ne se creuse encore davantage entre le Tiers-Monde et les pays développés.

Le maintien immédiat de la paix exige :

Au Vietnam, l'arrêt immédiat des bombardements américains sur le Nord-Vietnam et le règlement négocié du conflit sur la base du droit du peuple vietnamien à fixer librement son sort.

Au Proche-Orient, une solution négociée entre les pays arabes et Israël, assurant à ce dernier des possibilités normales de développement sans domination sur ses voisins.

L'établissement d'une paix durable nécessite enfin un développement contrôlé par les Nations Unies et interdisant la prolifération des armes nucléaires. Pour sa part, la France renoncera à la force de frappe.

JEAN-PIERRE PECHENART
37 ans,
Militant syndical, Cadre administratif,
Membre du Groupe permanent
de la Convention des Institutions Républicaines.

BRUNO COIRATON

Suppléant,
31 ans,
Directeur d'un centre professionnel de voyages,
Ancien président de la Mutuelle Nationale des Etudiants de France,
Ancien vice-président de l'Union Nationale des Etudiants de France.



Vu : le candidat.

S.G.P. — PARIS.